

JUGEMENT
N° 103/19/CJ/SI/TCC
DU 20 DECEMBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0850

SOCIETE GENERALE
BENIN (SGB) S.A

(Me Alexandrine
Falilatou SAIZONOU-
BEDIE)

C/

Société KODEIH AND CO
(BENIN) LTD SARL

Mohamad Ghazi KODEIH

Ghaby KODEIH

(Me Zakary BABA
BODY)

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

JUGES CONSULAIRES : Eric ASSOGBA et François AKOUTA

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

GREFFIER : Jacques HOUEGBE

DEBATS : Le 05 juillet 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort, prononcé le 20 décembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

SOCIETE GENERALE BENIN (SGB) S.A, ayant son siège social sis à
Cotonou, lot 4153, Avenue CLOZEL, 01 BP 585, agissant aux poursuites et
diligence de son Directeur Général en exercice, demeurant et domicilié au
siège de ladite société, assistée Maître Alexandrine Falilatou SAIZONOU-
BEDIE, Avocat à la Cour ;

D'UNE PART

DEFENDEURS :

Société KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL, ayant son siège social sis
à Cotonou, carré 178 Av. DELORME, lieudit Missèbo, 03 BP 1342 Cotonou,
prise en la personne de son Gérant, demeurant et domicilié ès-qualités au
siège de ladite société ;

Mohamad Ghazi KODEIH, es-qualité de caution personnelle, solidaire et
indivisible de la société **KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL**, Directeur
de Sociétés, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, lot
Q 9, quartier « Les Cocotiers », 03 BP 1342 Cotonou ;

Ghaby KODEIH, es-qualité de caution personnelle, solidaire et indivisible
de la société **KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL**, Directeur de Sociétés,
de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, lot Q 9, quartier
« Les Cocotiers », 03 BP 1342 Cotonou ;

Tous assistés de Maître Zakary BABA BODY ;

D'AUTRE PART

OBJET : Paiement

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de relations d'affaires, la Société Générale Bénin (SGB) S.A a accordé à la société KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL (société KODEIH) divers concours financiers dont un prêt à court terme de cent millions (100.000.000) de francs FCFA ;

La société KODEIH s'étant montrée défaillante dans le paiement de ses engagements, la SGB a procédé à la clôture de son compte et l'a mise en demeure de lui payer le solde exigible, soit la somme de cent quatre-vingt-treize millions six cent quatre mille six cent cinquante-sept (193.604.657) FCFA ;

Par exploit en date du 27 décembre 2018, la SGB a attiré la société KODEIH, Mohamad Ghazi KODEIH et Ghaby KODEIH en qualité de caution personnelle de ladite société, devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

Elle demande au tribunal de condamner solidairement les défendeurs à lui payer en principal la somme de 193.604.657 FCFA en remboursement des concours reçus ainsi que cent millions (100.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

La SGB demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute à hauteur de la moitié ;

Pour soutenir cette réclamation, la SGB a versé diverses pièces au dossier, notamment :

- le contrat de prêt signé entre elle et la société KODEIH en date du 28 juin 2010 ;
- l'avis de clôture de compte et l'exploit de sa notification en date du 28 novembre 2018 ;

- des relevés de compte de la société KODEIH ;
- un acte de cautionnement en date du 20 juillet 2007 signé entre elle et Mohamad Ghazi KODEIH ;
- deux exploits du 28 novembre 2019 signifiés à Mohamad Ghazi KODEIH et Ghaby KODEIH portant mise en demeure de payer la dette de la société KODEIH ;

En réplique, les défendeurs demandent au tribunal de :

- déclarer nul le cautionnement de Ghaby KODEIH contenu dans le contrat de prêt du 28 juin 2010 ;
- constater que l'acte de cautionnement du 20 juillet 2007 entre Mohamad Ghazi KODEIH et la SGB est antérieur au contrat de prêt ;
- dire que Ghaby KODEIH et Mohamad Ghazi KODEIH ne sont pas cautions de la société KODEIH et les mettre hors de cause ;
- dire que la clôture du compte de la société KODEIH est irrégulière et que la créance réclamée n'est ni liquide ni exigible et rejeter les demandes en condamnation ;
- reconventionnellement, condamner la SGB à leur payer la somme de cent millions (100.000.000) de francs CFA pour clôture irrégulière de compte ;

A l'appui de ses prétentions, la SGB développe que suite à la défaillance de la société KODEIH, ses cautions n'ont pas daigné honorer leurs obligations, de sorte qu'il convient de les y contraindre en justice ;

En réaction, les défendeurs font valoir que la situation économique de la société KODEIH s'étant trouvée obérée, elle n'a pu rembourser le crédit de cent millions ;

Que la SGB a dégagé le solde réclamé à la suite d'une clôture unilatérale de son compte, de sorte que la créance réclamée ne peut être considérée comme liquide et exigible ;

Que Ghaby KODEIH ne peut être pris en qualité de caution, en raison de l'absence de la mention manuscrite prévue par l'article 4 alinéa 2 de l'Acte Uniforme portant organisation des sûretés dans le contrat de prêt ;

Que l'acte de cautionnement concernant Mohamad Ghazi KODEIH étant antérieur au contrat de prêt, ne peut valoir ;

SUR LES DEMANDES DE MISE HORS DE CAUSE DE MOHAMAD GHAZI KODEIH ET GHABY KODEIH

1. Cas de GHABY KODEIH

Attendu qu'aux termes de l'article 14 de l'Acte Uniforme portant organisation des sûretés, « *le cautionnement ne se présume pas, quelle que soit la nature de l'obligation garantie. Il se prouve par un acte comportant la signature de la caution et du créancier ainsi que la mention, écrite de la main de la caution, en toutes lettres et en chiffres, de la somme maximale garantie couvrant le principal, les intérêts et autres accessoires. En cas de différence, le cautionnement vaut pour la somme exprimée en lettres* » ;

Attendu qu'ainsi qu'il a été soulevé par les défendeurs, l'examen du contrat de prêt du 28 juin 2010, révèle que n'y figure pas la mention manuscrite de Ghaby KODEIH, en violation de l'article 14 susvisé ;

Que cet acte ne peut valoir engagement de cautionnement à l'égard de ce dernier ;

Qu'il convient de déclarer Ghaby KODEIH hors de cause ;

2. CAS DE MOHAMAD GHAZI KODEIH

Attendu qu'aux termes de l'article 13 de l'Acte Uniforme portant organisation des sûretés, « *le cautionnement est un contrat par lequel la caution s'engage, envers le créancier qui accepte, à exécuter une obligation présente ou future contractée par le débiteur, si celui-ci n'y satisfait pas lui-même. Cet engagement peut être contracté sans ordre du débiteur* » ;

Attendu qu'en l'espèce, l'acte de cautionnement entre la SGB et Mohamad Ghazi KODEIH daté du 20 juillet 2007 concerne les engagements postérieurs de la société KODEIH issus du contrat de prêt du 28 juin 2010 ;

Qu'à l'analyse, cet *acte qui prévoit la garantie de* « l'ensemble des engagements du client » (la société KODEIH) pour un montant six cent cinquante millions au profit de la SGB est relatif à la garantie de dettes futures et non antérieures, et n'est donc pas contraire à l'article 13 susvisé ;

Qu'il convient de rejeter le moyen tiré de la mise hors de cause de Mohamad Ghazi KODEIH en qualité de caution ;

SUR LES DEMANDES EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses*

obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits » ;

Que le débiteur qui ne produit aucune pièce susceptible de contredire les relevés de compte établis par le créancier, alors qu'il a été informé par courrier de la détermination du solde débiteur de son compte, n'est pas recevable à contester la liquidité et l'exigibilité du solde du compte courant clôturé ;

Attendu qu'en l'espèce, la société KODEIH n'a pas payé les concours obtenus de la SGB et ne soulève aucune contestation sérieuse du solde débiteur du compte courant mis à sa charge ;

Que mis en demeure par exploit du 28 novembre 2018, Mohamad Ghazi KODEIH sa caution, ne s'est pas exécuté ;

Qu'il y a lieu de déclarer la société KODEIH mal fondée en ses moyens et demande reconventionnelle, puis de la condamner solidairement avec Mohamad Ghazi KODEIH à payer à la SGB la somme de cent quatre-vingt-treize millions six cent quatre mille six cent cinquante-sept (193.604.657) FCFA en principal ;

Attendu que la SGB est fondée en l'espèce, au regard de sa créance certaine, liquide et exigible, à solliciter l'exécution provisoire du présent jugement, mais non sur la minute, en considération des besoins actuels et légitimes exprimés par celle-ci de se faire rembourser, en vue de faire face à ses propres engagements ;

Attendu, en revanche, que la SGB sollicite des dommages-intérêts à l'encontre de la société KODEIH, en affirmant simplement qu'elle a subi des préjudices ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Reçoit la Société Générale Bénin (SGB) S.A en son action ;

Constate que le contrat de prêt du 28 juin 2010 ne contient pas de mention manuscrite de cautionnement par Ghaby KODEIH ;

Met hors de cause ce dernier ;

Déclare régulier l'acte de cautionnement en date du 20 juillet 2007 entre la SGB et Mohamad Ghazi KODEIH ;

Condamne solidairement la société KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL et Mohamad Ghazi KODEIH à payer à la Société Générale Bénin S.A la somme de cent quatre-vingt-treize millions six cent quatre mille six cent cinquante-sept (193.604.657) FCFA en remboursement des concours obtenus ;

Dit que la présente décision est exécutoire par provisions à hauteur de la moitié ;

Déboute les parties du surplus de leurs demandes ;

Condamne la société KODEIH AND CO (BENIN) LTD SARL aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT